



CGT Finances Publiques

Aveyron

COMPTE RENDU

CDAS du 23 juin 2022

- Mot d'introduction du président du CDAS :

- Une nouvelle assistante sociale, C [REDACTED] D [REDACTED] (mail : [REDACTED]@finances.gouv.fr, téléphone : 06 [REDACTED]) est arrivée dans le département depuis le mois de mai.

- Le médecin de prévention, le Dr A [REDACTED] va quitter son poste au 31/08/2022. La direction a contacté le Secrétariat Général pour chercher un remplaçant. Dans l'attente de l'éventuelle arrivée d'un successeur, il devrait continuer à assurer des permanences une fois par mois jusqu'en décembre. Le président du CDAS nous a informé de l'inquiétude du médecin de prévention quant à l'état psychologique des agents fortement fragilisé par la crise sanitaire. La CGT pense elle, que le NRP a joué un rôle important dans cette dégradation.

- En ce qui concerne l'EPAF, la vente des 14 sites va être lancée. 62 employés sur 66 ont opté pour une rupture conventionnelle collective. La rénovation des 5 résidences hôtelières conservées va démarrer en commençant par celle de La Baule.

- Des groupes de travail vont avoir lieu en fin d'année pour la mise en place de l'association faitière des 7 opérateurs existants (EPAF, AGRAF, ALPAF, ATSCAF...).

- Un point a été fait sur le réseau des délégations. Avec la mise en place de délégués régionaux, certains départements resteront sans délégués. Le président du CDAS se félicite que l'Aveyron conserve le sien. Toutefois, il semble que les délégués des petits départements seront soit spécialisés sur certaines missions, soit prendront en charge plusieurs départements. Or, il se trouve qu'il n'est pas prévu de remplacer le délégué de la Lozère...

- Présentation statistiques ALPAF et colonies EPAF 2021

- Il y a eu 25 demandes d'aides et de prêts toutes acceptées.

- Pour les colonies EPAF, 10 enfants sont partis durant l'été 2021. L'été 2019, avant la crise sanitaire, ils étaient 23. La CGT espère qu'avec le retour des séjours à l'étranger, la fréquentation 2022 sera meilleure. Nous souhaiterions également un retour des catalogues EPAF papiers mais ce n'est visiblement plus possible.

- Actions 2022 :


- Sortie Cabaret (retraités) à Sète du 16/06 : 41 participants
 - Sortie Figeac (actifs) le 21/05 : 36 inscrits dont 11 enfants
 - Sortie Sigean (familles) en remplacement de l'arbre de Noël 2021 (annulé) : 43 inscrits dont 23 enfants
- Pour la fin de l'année, il est prévu :
- le repas des retraités sûrement au Ségala Plein Ciel à Baraqueville
 - une sortie VELO-RAIL sur le Larzac (actifs)
 - l'arbre de Noël qui aura lieu le 07/12/2022 à la salle 7/77 d'OLEMPS.

Concernant l'arbre de Noël, le délégué a rappelé que la commande des jouets doit être faite le plus tôt possible. C'est d'autant plus important cette année que le fournisseur a annoncé une augmentation des prix en août.

L'octroi d'un chèque cadeau de 40 euros pour les 11-12 ans a été acté. La CGT a demandé s'il était possible d'avoir un tutoriel pour la matérialisation des bons cadeaux numériques en papier afin de faciliter leur utilisation auprès des commerces locaux.

- Le Fonds d'Innovation Locale (FIL) :

Le délégué a apporté de nouvelles informations sur la mise en œuvre du FIL. Encore une fois, il s'agit d'une usine à gaz avec de nombreuses contraintes (budget national de 100 000 euros, utilisation obligatoire de Chorus par les prestataires...). De plus, le délai à observer est difficilement tenable (remontée d'un dossier complet pour septembre). Il a été décidé de faire des propositions concrètes pour 2023. La CGT avait déjà proposé plusieurs idées : sophrologie, aide aux aidants, paniers bio, prévention sur les réseaux sociaux. Les contraintes qui viennent d'être présentées demandent une réflexion plus poussée et inciteraient à ce jour à privilégier l'aide aux aidants.

	<h1>CGT Finances Publiques</h1> <h2>Aveyron</h2> <hr/> <p>CDAS du 23/06/2022</p> <h3>Déclaration liminaire</h3> <hr/>
<p>Nous ne pouvons commencer cette déclaration sans évoquer le résultat du second tour des élections législatives. En effet, et pour la première fois depuis la création de la 5^e république, aucune majorité ne se dessine au sein de l'Assemblée Nationale. Et si son groupe arrive au final en tête, le Président ne pourra cependant diriger seul le pays, comme il l'a fait durant ces 5 dernières années, imposant ses réformes destructrices, particulièrement pour les Services Publics, sans concertation aucune, actées par des députés «aux ordres».</p> <p>Il lui faut bien désormais admettre que non, il n'a pas été élu sur son programme, et qu'il lui faut maintenant reprendre celui-ci de fond en comble.</p> <p>Des négociations salariales sont lancées et le traitement minimum Fonction publique continue à courir après le SMIC. Le Directeur Général M. Fournel va-t-il militer auprès du nouveau gouvernement pour une forte revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice, son indexation sur l'évolution du coût de la vie, l'amélioration de la grille indiciaire ?</p> <p>Alors que les agents sont fatigués, usés par l'accumulation des réformes, la dernière réponse de notre DG est de proposer un «grand remue méninges». La CGT lui répond sur le même ton : «Faudrait pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages»...</p> <p>Même dans le cadre du CDAS, les collègues sont désabusés.</p> <p>Par exemple, le budget 2022 «bénéficie» de 575 € de remboursement de cartes cadeaux 2020 non consommées (qui représentent 241 179 € au niveau national).</p> <p>La CGT qui a toujours été opposée au système des cartes cadeaux dématérialisées déplore :</p> <ul style="list-style-type: none">• que certains collègues renoncent à se rendre sur le site et donc à bénéficier du chèque cadeau car le processus est lourd, ni convivial, ni intuitif• que les collègues se voient obligés, soit de laisser une partie de leur bon cadeau inutilisé soit de participer financièrement pour obtenir le cadeau. <p>Suite à l'annonce de la reconduction du Fonds d'Innovation Locale (FIL), la CGT réaffirme qu'il faut s'emparer sérieusement du sujet afin que notre département ne risque pas d'être pénalisé par une perte de budget.</p> <p>La réorganisation du réseau de l'action sociale inquiète fortement la CGT car le projet semble se modifier au fur et à mesure de son avancée, et rester parfois nébuleux. La vigilance reste de mise surtout si on se réfère aux promesses non tenues relatives à l'offre de vacances EPAF qui devait rester inchangée.</p> <p>La régionalisation nous amène à nous interroger sur la doctrine d'emplois (dans les départements de l'Ariège, de la Lozère et du Tarn-et-Garonne, à ce jour, personne n'anime l'action sociale). De même en cas de départ en retraite, y aura-t-il des appels à candidature ? Qu'en sera-t-il dans le futur sur la surcharge de travail que cela implique pour nos collègues des délégations ? Sur le maintien de la proximité et de la diversité locale de l'offre ?</p>	

Vos élus CGT : Delphine ALIAS, Pierre COURNEDE

Site de la section : <https://12.cgffinancespubliques.fr/>

Contact : cgt.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr